



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

---



Distr.  
GENERALE

E/ECA/PSD.5/43  
Septembre 1987

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

68163  
✓

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Cinquième session de la Conférence commune  
des planificateurs, statisticiens et  
démographes africains

Addis Abeba (Ethiopie), 21-28 mars 1988

PROJECTIONS DEMOGRAPHIQUES ET PLANIFICATION  
DU DEVELOPPEMENT NATIONAL EN AFRIQUE

## TABLE DE MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
1. INTRODUCTION	1 - 7
2. OPINION DES PAYS AFRICAINS SUR LE PROBLEME DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE	8 - 12
3. UTILISATION DES PROJECTIONS DEMOGRAPHIQUES DANS LES PLANS ET PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE	13 - 15
3.1 Utilisation des projections démographiques sectorielles et sub-nationales	16 - 35
3.2 Utilisation des projections démographiques dans la modélisation économique et démographique	36 - 43
3.3 Utilisations antérieures des projections démographiques dans les plans de développement en Afrique	44 - 63
4. PROBLEMES RENCONTRES DANS LES PROJECTIONS DEMOGRAPHIQUES EN AFRIQUE	64 - 72
5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	73 - 80

## I. INTRODUCTION

1. Ces dernières années ont été marquées par une prise de conscience accrue de l'importance des facteurs démographiques dans les plans et programmes de développement économique et social en Afrique. A cet égard, le Programme d'action de Kilimandjaro concernant la population, issu de la deuxième Conférence sur la population en Afrique tenue à Arusha en janvier 1984 a recommandé que "les efforts nationaux visant à sensibiliser davantage aux relations d'interdépendance entre la population et le développement devraient notamment contribuer à faire mieux connaître aux politiciens, aux responsables et au public la dynamique de l'évolution démographique et ses incidences sur le développement actuel et futur" 1/.
2. Auparavant, le Plan d'action mondial sur la population adopté par la Conférence mondiale des Nations Unies sur la population tenue à Bucarest en 1974 a recommandé que "des politiques et programmes en matière de population devraient être intégrés à des plans détaillés de développement social et technologique" 2/.
3. A cet égard, il convient de noter que depuis les années 70, un certain nombre de changements sont survenus dans la conceptualisation du développement, notamment dans la mesure où on a aujourd'hui du phénomène une vision plus vaste allant au-delà des indicateurs économiques globaux ayant des répercussions sur les besoins en matière de données démographiques.
4. La planification économique et sociale comporte deux phases principales, à savoir a) la traduction des objectifs généraux en une série d'objectifs cohérents et quantifiés et b) le choix et la définition des mesures et des moyens nécessaires pour atteindre ces objectifs 3/. Les objectifs généraux pourraient comprendre l'accroissement du revenu total ou par habitant et du volume de l'emploi, l'amélioration de la distribution spatiale de la population et le rendement des déséquilibres de la balance des paiements. D'une manière générale cependant, l'augmentation du taux de la croissance économique constitue le principal objectif des plans de développement en Afrique.
5. Les projections démographiques ont des applications dans la planification au niveau national et subnational en raison du rôle des facteurs démographiques en tant que causes et conséquences du développement socio-économique. En clair, les projections démographiques fournissent la base quantitative en vue de la planification en vue de satisfaire les besoins futurs en matière de biens et services économiques et d'aménagements sociaux. Jusqu'ici cependant, l'intégration des projections démographiques dans la planification du développement en Afrique laisse encore beaucoup à désirer.
6. Le présent document a pour objet d'étudier et d'évaluer les utilisations actuelles, possibles et antérieures des projections démographiques et des statistiques connexes telles que le taux de croissance démographique,

1/ ECA, Programme d'action de Kilimandjaro concernant la population (RAF/86/PO2) (Addis Abeba, 1984).

2/ Résumés des mémoires par pays sur l'évolution démographique et le développement Conférence mondiale sur la population, Bucarest, 19-30 août 1974, E/CANF.60/CBP/33.

3/ Nations Unies, Causes et conséquences de l'évolution démographique, Vol. I (ST/SOA/SER.A/50) (New York, 1973).

les effectifs futurs de la population d'âge scolaire obligatoire et de la population d'âge actif dans les plans et programmes de développement en Afrique. Le but de cet exercice est d'identifier les problèmes rencontrés dans le passé pour intégrer pleinement les divers types de projections démographiques dans ces plans et programmes et de faire des propositions sur les améliorations à apporter en la matière dans l'avenir.

7. A cet égard, il convient de mentionner les études et rapports de séminaires et d'ateliers récents de la CEA visant à promouvoir l'intégration des variables démographiques dans les plans et programmes de développement en Afrique et dont les recommandations devraient compléter celles de la présente étude. Ce sont : "Le rôle des variables démographiques dans l'élaboration des politiques et plans de développement", un document présenté à la troisième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains en mars 1984 4/, le rapport du séminaire sur l'application des données démographiques dans la planification du développement tenu à Moscou du 21 août au 4 septembre 1983 5/, les rapports du séminaire régional de formation sur les estimations et projections démographiques en Afrique tenu à Accra du 15 au 29 juillet 1985 6/ et "Intégration des variables et politiques démographiques dans les plans de développement en Afrique" un document de travail de 1985 élaboré par la Division de la population 7/.

## II. OPINION DES PAYS AFRICAINS SUR LE PROBLEME DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE

8. La croissance démographique et la taille de la population, dans la mesure où elles déterminent d'une certaine manière le rythme du progrès économique et social, ont de profondes conséquences pour la planification du développement social et économique. En clair, l'intégration des projections et d'autres données démographiques dans les plans et programmes de développement est importante dans des pays tels que les pays africains où la croissance démographique est élevée et/ou le taux de croissance démographique est considéré comme un obstacle à la croissance économique. Pour situer le débat engagé dans les pages suivantes sur les utilisations des projections démographiques dans les pays africains, la présente section de cette étude est consacrée à l'examen des opinions des Etats membres de la CEA sur le problème de la croissance démographique.

9. La vision du problème de la croissance démographique semble évoluer en Afrique. L'idée selon laquelle l'Afrique était sous-peuplée et que la croissance démographique pourrait stimuler ou au moins ne pas entraver le développement économique a prévalu pendant longtemps. Toutefois, il ressort d'une enquête effectuée en 1981 par la Division de la population de l'ONU à New York sur l'opinion des gouvernements en ce qui concerne les conséquences de la croissance naturelle sur le développement, la question de savoir dans quelle mesure elle est acceptée et des interventions souhaitées en vue de modifier les taux, que 19 pays africains sur 51 c'est-à-dire 37 p. 100 considéreraient leurs taux de

---

4/ E/ECA/ PSD.3/5

5/ ECA/PD/WP/1983/22

6/ RAF/84/P28, Volumes 1 et 3

7/ ECA/PD/WP/1985/12.

croissance démographique comme trop élevés alors que six, c'est-à-dire 11 p. 100 considéraient les leurs comme trop faibles. Parmi les 19 pays désireux d'avoir un taux de croissance naturelle faible, douze disposaient des politiques complètes d'intervention dans lesquelles était mis sur les modifications de la mortalité et de la fécondité 8/.

10. Il ressort de la mise à jour de l'enquête 9/ ci-dessus mentionné que 25 pays africains n'étaient pas satisfaits de leurs taux de croissance démographique en 1985, la majorité d'entre eux, en l'occurrence parce qu'ils les considéraient comme trop élevés (tableau 1).

11. Les opinions du Nigéria et du Maroc sont représentatives du dernier groupe de pays. Au Nigéria, le Gouvernement considère que le taux de croissance démographique général était trop élevé et imposait un fardeau excessif à l'économie 10/. Pour sa part, le gouvernement du Maroc a indiqué qu'il considérerait le taux de croissance démographique comme "trop élevé". Les niveaux et les tendances actuels sont considérés comme une menace à l'équilibre socio-économique du pays 11/.

12. Le Congo et le Gabon constituent les pays africains faisant exception à la règle et qui ne sont pas satisfaits de leurs taux de croissance démographique actuels qu'ils jugent trop faibles. Ces deux pays souhaitent voir augmenter leur taux de fécondité compte tenu de leurs antécédents de stérilité pathologique qui, des années durant, a réduit les niveaux de fécondité. Par ailleurs, 13 pays s'étaient déclarés satisfaits de leurs taux de croissance démographique (tableau 1).

### III. UTILISATION DES PROJECTIONS DEMOGRAPHIQUES DANS LES PLANS ET PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

13. L'utilisation des projections démographiques dans les plans et programmes de développement national constitue une importante méthode par laquelle les politiques démographiques peuvent être intégrées dans la planification du développement social et économique. Cela est dû au fait que la planification devrait viser à fournir dans l'avenir des biens et services en vue de la consommation, de l'investissement et de l'épargne. Etant donné que les populations constituent la source de la main-d'oeuvre nécessaire pour produire les biens et services futurs ainsi que le marché de la demande de ces biens et services, il importe de connaître la taille future de la population ainsi que son principal mode de répartition pour planifier le développement national.

14. Plus généralement, les projections démographiques peuvent être utilisées de diverses manières ci-après : a) pour faciliter l'intégration des variables démographiques dans les plans et programmes de développement socio-économique, b) pour prendre en compte les conséquences d'une croissance démographique rapide en planifiant la répartition des ressources rares, c) pour formuler, exécuter, évaluer et suivre des programmes d'action tels que les projets et programmes

8/ ONU, Tendances et politiques démographiques dans le monde : rapport de suivi pour 1981, Vol. II (New York, 1982) et CEA, Cinquième enquête démographique auprès des Etats : Opinion et politiques en matière d'évolution démographique en rapport avec le développement dans les Etats membres de la CEA jusqu'en 1982 ECA/PD/WP/1984/3.

9/ Op; Cit.

de planification de la famille et de santé maternelle et d) pour aider à comprendre les relations complexes entre les variables démographiques et les facteurs du développement.

15. Ces utilisations des projections démographiques sont examinées plus en détail dans les deux prochaines sous-sections consacrées aux projections sectorielles et subnationales et aux modèles économiques et démographiques. Il convient de souligner qu'on n'avait nullement l'intention de discuter en détail les utilisations des projections sectorielles et subnationales. L'objectif est plutôt d'illustrer les utilisations des projections démographiques pour un certain nombre de secteurs stratégiques et certaines parties de la population.

OPINIONS EXPRIMEES EN 1985 PAR LES ETATS MEMBRES DE LA CEA SUR LEUR  
CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE

SATISFAITS (Nb. = 13)	NON SATISFAITS <sup>a/</sup> (Nb. = 25)	SANS OPINION (Nb. = 4)
Angola	Algérie (TE)	Botswana
Bénin	Burundi (TE)	Djibouti
Burkina Faso	Cameroun (TE)	Guinée-Bissau
Côte d'Ivoire	Congo (TF)	Togo
Libye	Egypte (TE)	
Mali	Ethiopie (TE)	
Mauritanie	Gabon (TF)	
Mozambique	Gambie (TE)	
Niger	Ghana (TE)	
Sao Tomé-et-Principe	Guinée (TE)	
Somalie	Kenya (TE)	
Soudan	Lesotho (TE)	
Zaïre	Libéria (TE)	
	Malawi (TE)	
	Maurice (TE)	
	Maroc (TE)	
	Nigéria (TE)	
	Rwanda (TE)	
	Sénégal (TE)	
	Sierra Leone (TE)	
	Swaziland (TE)	
	Tunisie (TE)	
	Ouganda (TE)	
	Tanzanie (TE)	
	Zimbabwe (TE)	

<sup>a/</sup> TE = Trop élevée TF = Trop faible

Source : Tableau résumé de: ONU, Population Policy Briefs : The Current Situation in Developing Countries, 1985 (New York: 1986)

### 3.1 Utilisations des projections démographiques sectorielles et subnationales

#### a) Planification dans le domaine agricole

16. Il ressort des estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) que la population engagée dans l'agriculture représente au minimum 50 p. 100 de la population totale des pays africains. seuls huit des 50 Etats membres de la CEA ont dans l'agriculture, un pourcentage de la population inférieur à ce chiffre, les taux allant de 33 p. 100 (Congo) à plus de 88 p. 100 (Rwanda) en Afrique sub-saharienne en 1984 <sup>12/</sup>.

17. Au cours des dernières années, le problème alimentaire est devenu l'un des domaines de préoccupation les plus critiques en Afrique. Une raison à l'origine de cette situation est qu'au cours des années 70, la croissance démographique a dépassé l'augmentation de la production vivrière : alors que le taux de croissance démographique était de 2,8 p. 100 par an, la production vivrière totale augmentait d'environ 1,5 p. 100. La sécheresse de 1983-1985 a mis à nu le déséquilibre entre la population et la production alimentaire et mis en relief les caractéristiques de l'agriculture africaine, à savoir une faible productivité, une capacité d'ajustement limitée, des politiques inadéquates et la faible demande des exportations agricoles de l'Afrique.

18. Compte tenu de cette situation peu enviable, la redynamisation du secteur agricole constitue une priorité en matière de développement dans la région. Par exemple, dans les propositions africaines à la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la crise économique et sociale en Afrique et conformément au Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, l'accent est mis sur les actions à entreprendre pour accroître les niveaux de la productivité et de la production agricole.

19. Dans cette situation, on ne soulignera jamais assez la nécessité d'intégrer les facteurs démographiques dans l'élaboration, l'exécution et le suivi des plans et programmes de développement agricole. A cet effet, il est nécessaire de disposer d'estimations et de projections de la population agricole pour estimer les besoins futurs en main-d'oeuvre en vue de produire les denrées vivrières et les cultures d'exportation et d'évaluer les niveaux de la consommation et la composition des excédents commercialisables de la production agricole.

#### b) Planification rurale et régionale

20. Des enquêtes récentes effectuées par la Division de la population des Nations Unies à New York sur l'opinion des gouvernements africains sur les problèmes démographiques ont révélé que la majorité d'entre eux considèrent la répartition spatiale inégale de la population comme leur problème démographique le plus sérieux <sup>13/</sup>. Les problèmes de la mauvaise répartition de la population revêtent trois formes principales en Afrique : la concentration excessive de la population urbaine et du développement dans un centre métropolitain unique, les taux élevés d'exode rural et la répartition spatiale inégale de la population rurale.

<sup>12/</sup> FAO, "Population et main-d'oeuvre dans les économies rurales", Etude sur le développement économique et social N° 59, Rome 1986, et Banque africaine de développement/CEA : Rapport économique sur l'Afrique, 1986, mars 1986, C.F.



21. Depuis qu'on a commencé, au cours des années 70, à voir le développement en termes plus généraux, un certain nombre de pays africains ont exprimé le désir de modifier la répartition spatiale de leurs populations en vue de corriger les déséquilibres régionaux dans la répartition des ressources. Ainsi par exemple, dans le Plan de développement national (1981-1985) du Maroc il est prévu de promouvoir la décentralisation et de réduire les disparités régionales grâce à la création de pôles de croissance et à la stimulation du développement agricole et industriel dans les zones rurales 14/. De même, au Libéria, les politiques nationales de développement visent à améliorer la répartition spatiale de la population en ralentissant l'exode rural et en corrigeant les configurations des zones urbaines et rurales 15/.

22. En conséquence, les plans de développement régional sont aujourd'hui de plus en plus considérés comme partie intégrante des plans de développement national dans de nombreux pays africains. Pour ce faire, les planificateurs et économistes du développement régional et rural ont, pour la formulation, l'exécution et le suivi des plans et programmes, besoin d'information sur la taille future et la composition par âge de la population ainsi que sur les autres caractéristiques socio-économiques des zones urbaines et rurales du pays.

#### c) Planification de l'éducation

23. Etant donné l'importance des ressources humaines dans le processus de développement, il convient d'accorder la priorité à l'éducation et à la formation dans les plans et programmes de développement. A cet égard, la Conférence des ministres de l'éducation de l'UNESCO tenue à Addis Abeba en 1961 a invité les gouvernements africains à déployer des efforts pour éradiquer l'analphabétisme et garantir à tous une éducation primaire gratuite.

24. Bien que les gouvernements africains aient au fil des années, alloué une proportion importante de leurs dépenses publiques à l'éducation, nombreux sont ceux d'entre eux qui n'ont pas encore atteint les objectifs de l'éducation primaire gratuite pour tous et de l'éradication de l'analphabétisme.

25. Un important obstacle à la réalisation des objectifs ci-dessus mentionnés a été la forte augmentation de l'effectif d'âge scolaire obligatoire, une conséquence de la fécondité élevée enregistrée dans le passé ainsi que d'une mortalité en baisse mais relativement élevée 16/. Avec la baisse attendue des taux de mortalité dans l'avenir, l'objectif d'âge scolaire obligatoire est appelée à croître davantage. Il ressort des estimations et projections publiées en 1984 par l'ONU sur la base de l'hypothèse intermédiaire, que la population âgée de six à 23 ans augmentera de 59 p. 100 de 1985 à l'an 2000, passant de 228 à 364 millions d'individus 17/.

26. Il ressort d'une étude de la CEA effectuée en 1980 que sur un chiffre estimatif total de 172 millions de personnes âgées de six à 23 ans qui auraient dû être inscrites dans les écoles dans 46 Etats membres de la CEA possédant des

---

14/ ONU, Population Policy Briefs, Op. Cit.

15/ Idem

16/ CEA, "Croissance démographique et dépenses d'éducation dans les Etats membres de la CEA" Série d'études démographiques pour l'Afrique N° 6, E/ECA/SER.A/4, 1983.

17/ ONU, Les perspectives d'avenir de la population mondiale (New York 1986).

données sur le taux de scolarisation, seuls 40 p. 100 avaient été effectivement inscrits. Il a été recommandé dans cette étude qu'une attention plus soutenue soit accordée à des programmes orientés vers l'action et visant l'intégration des facteurs démographiques dans la planification du développement ainsi que la formulation de politiques démographiques appropriées 18/.

27. Compte-tenu de l'importance actuelle de l'effectif d'âge scolaire obligatoire et des besoins non satisfaits en matière de scolarisation, il est impératif d'inclure des estimations et projections de l'effectif d'âge scolaire obligatoire dans les plans et programmes de développement social et économique en vue d'évaluer les besoins futurs en enseignants, salles de classe et matériel scolaire.

#### d) Planification dans le domaine de la santé

28. Au fil du temps, les gouvernements africains ont témoigné de l'intérêt pour l'amélioration des conditions sanitaires de leurs populations. Toutefois, en dépit des progrès enregistrés au cours des dernières années, les niveaux de mortalité - principaux indicateurs de l'état de santé - demeurent encore très élevés dans la région. Ainsi, par exemple, le taux brut de mortalité en Afrique était de 17 p. 1000 en 1986 contre 10 p. 1000 pour les régions plus développées et 11 p. 1000 pour les régions moins développées. De même, l'espérance de vie au cours de la période 1980-1985 était de 49 ans contre 55 ans en Asie du Sud, la région dont le chiffre était le plus bas après celui de l'Afrique 19/.

29. Ces chiffres montrent que les gouvernements africains doivent encore construire plus d'hôpitaux et de centres de santé, former plus de médecins et d'autres agents sanitaires et acheter du matériel et des médicaments pour mettre les services sanitaires à la disposition de la majorité de la population. En tant que membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les Etats membres de la CEA se sont engagés à travailler ensemble avec les autres nations pour atteindre l'objectif de la santé pour tous dans le monde d'ici à l'an 2000 20/.

30. Afin d'évaluer les progrès qu'ils ont accomplis pour permettre à leurs concitoyens de jouir d'un état de santé acceptable, les planificateurs africains devraient s'efforcer de planifier et d'évaluer leurs programmes sanitaires. La planification sanitaire, pour laquelle il faut disposer de projections démographiques par âge et par sexe, devrait être entreprise pour mesurer les modifications survenues par la suite de politiques, programmes et actions spécifiques ainsi que pour mettre en évidence les changements survenus dans la mise en place de services et installations sanitaires dans les diverses régions du pays.

#### e) Planification de l'emploi et de la main-d'œuvre 21/

31. L'un des problèmes économiques les plus aigus des pays africains est de garantir un volume d'emploi adéquat. Depuis quelque temps, la création d'emplois dans le secteur moderne - le secteur préféré d'emploi pour la grande majorité des personnes en quête du travail, notamment dans les zones urbaines - ne suit

18/ CEA, "Croissance démographique et dépenses d'éducation..."

19/ ONU, Les perspectives d'avenir de la population mondiale Op. Cit.

20/ OMS, Stratégie mondiale de la santé pour tous d'ici l'an 2000 (Genève 1981).

21/ BIT, "Effets de la récession sur les pays africains" Bulletin du PECTA, N° 7 Juillet 1984 et Programme des emplois et des compétences pour l'Afrique (PECTA) du BIT, et The Challenge of Employment and Basic Needs in Africa (Nairobi, Oxford University Press, 1986).

pas le rythme de l'évolution de l'offre de main-d'oeuvre. Les années de récession ont aggravé le problème du chômage dans le secteur moderne. En Côte d'Ivoire, l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique, l'emploi dans le secteur moderne a diminué de plus de 12 p. 100 par an entre 1979 et 1981 et la part de l'emploi non qualifié dans ce secteur est passé de 69 p. 100 en 1979 à 60 p. 100 en 1981.

32. Cependant, en ce qui concerne le secteur non structuré, la seconde possibilité d'emplois dans les villes africaines, il semble avoir été renforcé par la montée du chômage dans le secteur moderne en bénéficiant du transfert d'une partie significative de la demande des biens à partir de ce secteur. Toutefois, cette croissance du secteur informel n'est pas sans coût social, étant donné la faible productivité et le bas revenu de ce secteur dans l'économie.

33. Plus généralement, les études effectuées sur le chômage en Afrique et dans d'autres pays en développement indiquent que le chômage visible et l'emploi déguisé sont élevés, le phénomène étant plus grave dans les régions urbaines que dans le monde rural et, au sein des zones urbaines, plus grave chez les 15-24 ans que dans l'ensemble de la population, chez les femmes que chez les hommes et, au moins jusqu'à après le secondaire, d'autant plus grave que le niveau d'instruction des intéressés était plus élevé 22/.

34. Les gouvernements africains s'efforcent de résoudre les problèmes actuels et futurs du chômage face à l'augmentation de la population d'âge actif. Il ressort des estimations que la population d'âge actif (15 à 64 ans) des Etats membres de la CEA pourrait plus que doubler entre 1986 et 2010, passant de 245 à 635 millions d'individus 23/.

35. Compte tenu de ces problèmes, il importe de planifier la main-d'oeuvre en Afrique. Cela appelle des projections de l'offre et de la demande de main-d'oeuvre sur lesquelles les gouvernements devraient baser les actions pour harmoniser ces deux composantes.

### 3.2 Utilisation des projections démographiques dans les modèles économiques et démographiques

36. L'autre importante utilisation des projections démographiques a trait à l'intégration des facteurs démographiques dans les plans et programmes de développement économique et social. Il a été observé que l'amélioration des projections démographiques constituait une condition essentielle de l'intégration des facteurs démographiques dans le processus de planification 24/.

37. L'utilisation des modèles économiques et démographiques a été proposée comme une méthode capable de faciliter cette intégration en aidant les responsables à évaluer l'impact direct et indirect des politiques démographiques et en permettant de mieux apprécier l'interdépendance entre l'évolution démographique et les caractéristiques du développement 25/.

22/ Lyn Squire, Employment Policy in Developing Countries (New York: Oxford University Press, 1981).

23/ ONU, Les perspectives d'avenir de la population mondiale, Op. Cit.

24/ ONU, Population and Development Modelling (ST/ESA/SER.A/73), New York: 1981).

25/ Ibid.

38. Une interaction typique entre d'une part, les variables démographiques et d'autre part, les facteurs de développement peut prendre la forme suivante : la composition par âge de la population influence le mode de consommation et le volume de la main-d'oeuvre ainsi que la demande de services sociaux. Inversement, les facteurs de développement influencent également les caractéristiques et les niveaux de fécondité, de la mortalité et des migrations.

39. On trouvera à la figure 1 une représentation schématique de la relation entre les modèles démographiques et économiques dans la planification du développement et, implicitement du rôle des projections démographiques dans lesdits modèles. Les données démographiques désagrégées (c'est-à-dire les projections nationales, subnationales et sectorielles), jouent un rôle vital dans les modèles démographiques et permettant de relier les variables démographiques aux modèles économiques.

40. Dans les modèles économiques et démographiques, on établit entre les secteurs économiques et les facteurs démographiques, un certain nombre de liaisons résultant en des effets de rétroaction entre les variables d'un secteur et celles de l'autre. Deux exemples serviront à illustrer ce point. Des changements des niveaux de fécondité et de mortalité influencent la taille moyenne des ménages et partant la consommation alimentaire. En outre, le rythme de l'exode rural influence les modes de consommation alimentaire, la productivité agricole (par suite de la perte de main-d'oeuvre subie par les régions rurales) et la répartition du revenu (par les envois de fonds effectués par les migrants).

41. La mise en évidence de ces liaisons aide à mieux comprendre la relation entre les variables démographiques et les facteurs du développement et devrait contribuer à promouvoir la formulation de politiques et programmes appropriés dans le domaine de la population.

42. L'un des modèles économiques et démographiques les mieux documentés et les plus complets existant sur un pays africain est le modèle BACHUE du BIT sur le Kenya. Le modèle Kenya-BACHUE comprend deux composantes à savoir, une analyse partielle des déterminants des principales variables économiques et démographiques et un modèle de simulation, la pièce centrale de l'étude, consacrée à une étude de cas approfondie des relations entre les variables économiques et les facteurs démographiques <sup>26/</sup>. Le modèle de simulation comportait des secteurs démographiques hautement endogènes faisant intervenir l'utilisation d'un certain nombre de variables démographiques désagrégées.

43. En 1979, un groupe d'experts des Nations Unies sur la population et la modélisation du développement a recommandé la poursuite des efforts en vue d'élaborer des modèles économiques et démographiques compte tenu de leur valeur pour l'intégration des facteurs démographiques dans la planification. Il a toutefois noté que ces modèles n'étaient pas largement utilisés dans les PMA comme par exemple en Afrique pour deux raisons, à savoir a) le fait qu'il s'agit de

---

<sup>26/</sup> Richard Anker and James C. Knowles, Population Growth, Employment and Economic Demographic Interactions in Kenya : BACHUE-KENYA (New York: St. Martin's Press, 1983).

modèles récents et b) le manque de données et d'équipements informatiques 27/.

### 3.3 Utilisations antérieures des projections démographiques dans les plans de développement en Afrique

44. Dans le passé, des problèmes tels que le caractère inapproprié et les insuffisances des données, le manque de personnel qualifié dans les bureaux de statistiques et de planification, le manque d'équipements informatiques et une connaissance insuffisante des relations entre les variables démographiques et les facteurs de développement ont rendu difficile l'intégration des facteurs démographiques tels que les projections démographiques, dans des plans et programmes complets de développement social et économique. Il conviendrait de noter que certains de ces problèmes persistent dans un certain nombre de pays africains. Le résultat a été et demeure que dans ces pays le contenu démographique et social des plans de développement était - et demeure fragmentaire.

#### a) Utilisations antérieures des projections démographiques dans les plans de développement en Afrique : une analyse intersectorielle

45. Il ressort d'une étude sur le contenu démographique des plans de développement en Afrique, présentée à la Conférence sur la population en Afrique tenue à Accra (Ghana) en 1971 que dans les plans de développement existant, a) un accent était mis sur la taille de la population au détriment d'autres caractéristiques de la population telles que les taux élevés de fécondité et de personnes à charge et le taux de croissance démographique b) les questions démographiques n'étaient pas prises en compte dans leur intégralité et c) des projections nationales, subnationales et sectorielles détaillées n'étaient généralement pas intégrées 28/.

46. De même, Stamper, dans une étude des plans de développement des années 60 des pays les moins avancés (PMA) a conclu que a) la plupart des pays utilisaient très peu de données démographiques dans leurs plans et que b) la plupart des plans ne prévoyaient rien pour faire face aux conséquences de la croissance démographique à court terme et ne contenaient pas de projections des besoins futurs 29/.

47. Dans une autre étude portant sur l'analyse détaillée des plans de développement de la fin des années 60 et du début des années 70, exécutés dans 22 pays africains, Stamper a indiqué que 64, 54 et 59 p. 100 du total comprenaient des informations respectivement sur les projections démographiques, l'effectif d'âge scolaire obligatoire, et la population d'âge actif 30/.

---

27/ ONU, Population and Development Modelling, Actes de la réunion du Groupe d'experts

ONU/FNUAP sur la population et la modélisation du développement, Genève 24-28 septembre 1979 (New York, 1981).

28/ CEA, "Etude du contenu démographique des plans de développement en Afrique" E/CN.14/POP/50, Addis Abeba, novembre 1971.

29/ B.M. Stamper, "Les politiques démographiques dans la planification du développement", Rapport sur la Population/Planification de la famille N° 13, 1973.

30/ B.M. Stamper, Population et Planification dans les pays en développement (New York: Conseil de la population, 1977) Chapitre 1er.

48. La situation semble s'être davantage améliorée si l'on en croit une étude récente basée sur une analyse approfondie des plans de développement de certains pays africains pour les années 70 et 80 (tableau 2). Une conclusion de cette étude rapportée au tableau 2 était que tous les plans de développement comprenaient des informations respectivement sur les taux de croissance démographiques, des projections et des estimations de l'effectif d'âge scolaire obligatoire 31/.

49. Il est difficile d'évaluer la méthodologie (par exemple le type de technique de projection utilisé ainsi que les hypothèses relatives aux mouvements de la population) étant donné que ce sujet est à peine examiné dans les plans. Toutefois, une analyse de certains de ces plans a permis de tirer les conclusions suivantes :

i) un nombre moindre de pays n'avaient pas utilisé des projections élaborées à l'échelle nationale mais plutôt des projections élaborées par les Nations Unies. Ainsi, par exemple, la Gambie, pour le plan de la période 1980/1981 - 1985/1986, a utilisé les projections démographiques de l'évaluation de l'ONU de 1978 tandis que la Sierra Leone utilisait les évaluations de 1960 à 1965 basées sur l'hypothèse intermédiaire pour son plan de développement national de la période 1974/1975 - 1978/1979 et

ii) certains pays ont surtout utilisé des projections globales (uniquement des totaux), étant donné qu'en ce qui concerne la population, on voulait calculer l'objectif de PIB par habitant et évaluer les objectifs du plan.

b) Utilisations des projections démographiques dans les plans de développement de certains pays africains

50. Dans la présente sous-section de l'étude, on examine les plans de développement de quatre pays africains, à savoir le Botswana, le Cameroun, le Kenya et le Lesotho eu égard notamment à la manière dont y ont été utilisées les projections démographiques. Les conclusions de l'analyse de leur contenu devraient compléter l'analyse intersectorielle présente ci-dessus.

a) BOTSWANA : le Plan de développement national 1985-1991 32/

51. Dans ce plan, on a utilisé abondamment des données démographiques telles que les projections démographiques issues du recensement de la population de 1984. Toutefois, en ce qui concerne les tendances démographiques, seules les conséquences à long terme ont été examinées, les planificateurs indiquant qu'à court terme, les effectifs à court terme de sous-groupes de la population - tels que les enfants entrant à l'école primaire dans les cinq ans à partir du début de la période du plan - étaient donnés.

---

31/ CEA, "Intégration des variables et politiques démographiques dans les plans de développement" (ECA/PD/WP/1985/12) Addis Abeba : septembre 1985.

32/ République du Botswana, National Development Plan, 1985-1991 (Gaborone - 1985).

**Tableau 2 : INFORMATIONS EN MATIERE DE PROJECTIONS DEMOGRAPHIQUES CONTENUES  
DANS LES PLANS DE DEVELOPPEMENT RECENTS DE CERTAINS PAYS AFRICAINS  
MEMBRES DE LA CEA**

Pays et période du plan de développement (Nb. de plans = 15)	Type d'information en matière de projections démographiques					
	Estimations et projections de la/dû					Taux de scolarisation
	Taux de crois- sance démogra- phique	Population totale	Population rurale	Population urbaine	Population agricole	
<u>Egypte</u>						
1980-1984	X	X		X		X
1982-1986	X	X	X			X
<u>Ethiopie</u>						
1984-1993	X	X	X	X	X	X
<u>Kenya</u>						
1979-1993	X	X	X	X	X	X
1984-1988	X	X		X	X	X
<u>Lesotho</u>						
1975-1980	X			X	X	X
1980-1985	X				X	X
<u>Nigéria</u>						
1975-1980	X	X			X	X
1981-1985	X	X			X	X
<u>Tanzanie</u>						
1976-1981	X	X	X	X	X	X
1981-1986	X	X			X	X
<u>Tunisie</u>						
1977-1981	X	X	X	X	X	
1982-1986	X	X				X
<u>Zambie</u>						
1972-1976	X	X	X	X	X	
1979-1983	X	X	X	X	X	
<b>TOTAL</b>	<b>15</b>	<b>13</b>	<b>10</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>12</b>

Source : Commission économique pour l'Afrique, "Intégration des variables et politiques démographiques dans les plans de développement en Afrique", ECA/PP/WP/1985/12, septembre 1985.

52. On a utilisé dans ce plan un modèle macroéconomique basé sur un modèle révisé d'entrée-sortie élaboré en 1976/77 et dont la révision en vue de l'utilisation dans le plan a été effectuée sans que les modifications des facteurs démographiques aient été prises en compte.

53. La section spéciale de ce plan consacré aux conséquences à long terme de l'évolution démographique (1981-2001), était centrée sur les sous-groupes de la population ci-après : l'effectif d'âge scolaire obligatoire, la population d'âge actif et la population totale. Les estimations et projections démographiques ont été élaborées pour ces trois groupes à partir de trois hypothèses - intermédiaire, la plus favorable et la plus défavorable - sur la base desquelles les conclusions ci-après ont été tirées.

i) Les planificateurs ont indiqué que l'économie devrait croître plus vite que la population pour permettre une amélioration durable du niveau de vie moyen. En clair, ils ont estimé que pour une croissance démographique de 3 p. 100 par an dans le cas de l'hypothèse intermédiaire au lieu de 2,4 p. 100 dans le cadre de l'hypothèse la plus favorable, il faudrait une croissance économique plus forte de 25 p. 100 pour permettre de conserver constant le revenu par habitant; et

ii) En ce qui concerne les conséquences de la croissance de l'effectif scolaire, les planificateurs ont noté que la différence entre les projections maximum et minimum se traduisent par 66 000 places supplémentaires dans les écoles primaires et secondaires d'ici à l'an 2001. Au centre de ce problème, ont-ils indiqué, se trouvait la forte croissance de l'effectif d'âge scolaire obligatoire qui, avec un taux de 3,6 p. 100 par an, était élevée, même dans le cadre de l'hypothèse la plus favorable parce qu'on était en présence d'une population jeune.

iii) Au total, deux principales conclusions ont été tirées à savoir que :

a) dans tous les scénarios concevables, la croissance démographique devrait être accompagnée d'une croissance économique très rapide pour que les conditions de vie s'améliorent de façon sensible et b) les taux de croissance démographiques dans le cadre de l'hypothèse la plus favorable permettraient de réaliser plus facilement à long terme les objectifs de développement du Botswana.

b) CAMEROUN : Cinquième Plan quinquennal de développement économique, social et culturel 1981-1986

54. Ce plan comporte un chapitre intitulé "La population du Cameroun et ses perspectives de croissance au cours du cinquième plan" 33/, dans lequel on a abondamment utilisé les résultats du recensement de la population de 1976 pour examiner les diverses conséquences de l'évolution démographique au cours de la période du plan.

55. Plus précisément, des estimations et projections démographiques pour les groupes d'âge allant jusqu'à quatre ans, jusqu'à cinq ans, de six à quatorze ans et pour les années 1976, 1981 et 1986 avaient été utilisées pour analyser les conséquences des tendances démographiques au cours de la période 1981-1986 couverte par le plan.

33/ Cameroun, le Cinquième Plan quinquennal de développement économique, social et culturel : 1981-1986 (Yaoundé : 1981).



56. Trois principales conséquences de la croissance démographique ont été mises en évidence par les planificateurs à savoir, i) l'évolution projetée de la structure de la population, du fait que celle-ci deviendra plus jeune, entraînerait un accroissement des responsabilités de chaque travailleur des domaines comme l'éducation, la formation, la santé et d'une manière générale les besoins à satisfaire pour garantir des conditions de vie décentes aux populations; ii) les problèmes des migrations et de l'urbanisation mis en évidence par l'analyse des données pertinentes appellent une organisation plus rationnelle des zones urbaines et rurales au cours du cinquième plan et iii) que les problèmes de l'augmentation du nombre de personnes à charge devaient faire l'objet d'une attention particulière.

c) KENYA : Plan de développement 1979-1983 <sup>34/</sup>

57. Lors de l'élaboration de ce plan, le quatrième plan de développement du pays, les planificateurs et autres responsables gouvernementaux disposaient des résultats de deux recensements effectués à dix ans d'intervalle après l'indépendance, ainsi que d'une série d'enquêtes démographiques. Les informations contenues dans ces documents sur la dynamique de la population ont amené à porter l'attention sur les problèmes des taux élevés de croissance démographique.

58. En conséquence, les conséquences de la croissance démographique eu égard à la création d'emplois, à l'éducation primaire, au logement, aux soins médicaux et aux conditions de vie en général ont été évaluées. En particulier, les conséquences de la croissance démographique pour l'effectif d'âge scolaire obligatoire et la population d'âge actif ainsi que pour les tranches d'âge inférieur à 15 ans et supérieur à 65 ans ont été évaluées par le biais de deux types de projections - taux de croissance constants et en baisse - entre 1983 et 2000.

59. La principale recommandation concrète issue de cette analyse était que le gouvernement devrait adopter des politiques appropriées pour réduire les taux de natalité au cours de la période du plan.

d) LESOTHO : Troisième Plan quinquennal de développement 1980-1985 <sup>35/</sup>

60. L'essentiel des données démographiques utilisées dans ce plan est constitué des résultats du recensement de la population de 1976, y compris les projections démographiques. L'une des informations les plus révélatrices sur la population dans les résultats de ce recensement était que presque un tiers de la population économiquement active du pays travaillait en Afrique du Sud.

---

<sup>34/</sup> République du Kenya, Plan de développement 1979-1983 (Nairobi : 1979).

<sup>35/</sup> Royaume du Lesotho, Troisième Plan quinquennal de développement, 1980-1985 (Maseru : 1980).

61. Un facteur déterminant à l'origine de l'émigration, ont noté les planificateurs, était le taux de croissance démographique élevé. Dans ces conditions ont-ils indiqué, le taux de croissance élevé de la population active au cours de la période 1980-1985 couverte par le plan entraînent des problèmes pour la scolarisation et les soins de santé. Plus précisément, les projections de la population active pour la période 1980-1985 couverte par le plan prévoyaient une augmentation de 77 000 individus, chiffre de loin supérieur à la demande attendue des marchés extérieur et intérieur du travail.

62. Par ailleurs, les projections démographiques relatives aux populations des villes et tirées des informations contenues dans le recensement de 1976 ont servi à définir les orientations de la formulation et de l'exécution des politiques de développement urbain.

63. Trois conclusions majeures se dégagent de l'analyse des utilisateurs des projections démographiques dans les plans de développement national dans les pays africains :

i) Un nombre croissant de pays africains incluent des projections démographiques dans leurs plans de développement national. Cette évolution a été en partie rendue possible par la prise de conscience accrue de la part d'un certain nombre de pays de l'importance des facteurs démographiques dans le développement et en partie, par le fait que l'on a commencé depuis peu à disposer de données, notamment à partir des recensements de la population.

ii) La conséquence de l'évolution démographique pour le développement social et économique examinée dans les plans africains a trait aux effets négatifs de la taille de la population sur la croissance économique totale. En outre, les conséquences de l'évolution démographique sur par exemple l'effectif d'âge scolaire obligatoire et la population d'âge actif sont aujourd'hui analysées dans les plans de développement.

iii) Au total cependant, les facteurs démographiques tels que les projections démographiques ne sont pas pleinement intégrés dans les plans de développement en Afrique. Cela est essentiellement dû à deux facteurs principaux à savoir, le fait que la population n'est pas étudiée spécifiquement dans les modèles de planification, et une connaissance insuffisante des relations entre les variables démographiques et les facteurs de développement.

#### 4. PROBLEMES RENCONTRES DANS LES PROJECTIONS DEMOGRAPHIQUES EN AFRIQUE

64. Les projections démographiques sont des estimations numériques des populations nationales, sub-nationales ou sectorielles futures, généralement obtenues par extrapolation des tendances antérieures et présentes. La méthode la plus simple d'estimation de la population future, à savoir la méthode mathématique, fait intervenir l'utilisation de fonctions de taux de croissance. En raison des problèmes de données, les premières projections démographiques utilisées dans un certain nombre de plans de développement en Afrique avaient été obtenues par la méthode mathématique.

65. De nos jours, la méthode des composantes est la technique de projection préférée. Contrairement à la méthode mathématique, on se sert ici des tendances antérieures et actuelles de l'évolution des principales composantes démographiques - fécondité, mortalité et migrations - pour obtenir les effectifs futurs de la population. Pour l'essentiel, cette méthode commence par la détermination de la composition par âge et de la répartition par sexe de la population d'une année initiale de base, normalement à partir d'un recensement de la population, et permet d'obtenir les effectifs futurs de la population grâce à l'application de taux spécifiques de fécondité, de mortalité et de migrations par âge et par sexe à chaque sous-groupe 36/.

66. L'une des raisons pour lesquelles les pays africains n'incorporent pas les projections démographiques aux plans de développement en Afrique a trait aux difficultés rencontrées pour élaborer lesdites projections, notamment par la méthode des composantes. Ces problèmes revêtent deux formes essentielles à savoir a) l'insuffisance et l'inexactitude des données de l'année de base et b) une connaissance insuffisante des relations entre l'évolution démographique et les facteurs de développement.

67. Il convient de noter dès le départ que les données de l'année de base relatives par exemple à l'âge et au sexe doivent être précises en raison de leurs importantes conséquences sur les résultats des projections. Ainsi par exemple, une erreur dans le nombre de femmes en âge de procréer entraînera des erreurs dans le nombre de naissances projetées ainsi que dans le nombre de naissances futures et le nombre futur de jeunes. De même, des erreurs dans les estimations du nombre de personnes plus âgées entraîneront des erreurs significatives; notamment dans les rétro-projections de la composition par âge. En conséquence, il n'est guère exagéré de dire que la composition par âge et la répartition par sexe constituent les fondements sur lesquels est construit tout l'édifice de la démographie moderne en ce qui concerne les estimations et les projections 37/.

68. Toutefois, pour diverses raisons telles que la culture et le manque d'expérience en matière de collecte de données démographiques, les données relatives à l'âge et au sexe dans les recensements en Afrique, par exemple pour les recensements de 1970 et 1980, ont été gravement faussées par des erreurs d'enregistrement, de surévaluations et des sous-évaluations 38/. Par conséquent, un élément majeur à prendre en compte dans les projections, concerne l'évaluation et la correction des données.

---

36/ Pour de plus amples informations sur la méthodologie des projections par la méthode des composantes, notamment en ce qui concerne la technique des composantes cohortes de la Division de la population de l'ONU, voir ECA/RIPS, Rapport du séminaire régional sur les estimations et les projections démographiques en Afrique - Vol. 1 (RAF/84/P28, mars : 1986).

37/ Shigemi Kono, "Estimation and Adjustment of Current Population and its Sex-Age Composition", in UN, Population Projections Problems and Solution (TCD/CEM.81/3) (New York: 1981).

38/ "Elimination des erreurs dans les années relatives à l'âge et au sexe dans les recensements en Afrique", document présenté à la quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, Addis Abeba (Ethiopie), mars 1986, E/ECA/PSD.4/57.

69. Un deuxième problème a trait à l'utilisation pour l'élaboration des hypothèses relatives à la dynamique de la population de taux démographiques déduits de questions rétrospectives posées lors d'enquêtes démographiques par sondage et de recensements de la population. Les réponses aux questions rétrospectives peuvent être entachées d'erreurs par suite de trous de mémoire et d'inexactitudes dans la chronologie des événements, autant de facteurs capables de compromettre les efforts en vue de déterminer le mode d'évolution des taux démographiques 39/.

70. En outre, les données relatives aux migrations internationales, qui sont importantes pour les projections en ce qui concerne les pays comme le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana et en Afrique australe, le Botswana, le Lesotho et le Swaziland laissent à désirer en raison du manque d'information sur les retours des migrants des zones situées à proximité des frontières terrestres.

71. Qui plus est, les tabulations que l'on établit sur des zones limitées et des groupes restreints à partir des résultats des recensements de la population et qui sont nécessaires pour les projections subnationales et sectorielles, ne sont généralement pas effectuées, en partie, en raison des difficultés de planification et de traitement des données et en partie, en raison du faible degré de priorité accordée à cette opération par rapport aux tableaux d'agrégats.

72. Enfin, les bases de la formulation des hypothèses relatives aux tendances démographiques futures en matière de fécondité et de mortalité en Afrique et ailleurs ne sont pas encore bien établies. Cela est essentiellement dû à une connaissance insuffisante des déterminants des taux démographiques et des modifications survenant dans le développement socio-économique.

## V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

73. On a essayé dans la présente étude d'évaluer les utilisations des projections démographiques dans les plans et programmes de développement en Afrique. Les principaux problèmes identifiés comme obstacles à l'intégration complète des projections démographiques dans les plans et programmes de développement en Afrique, sont entre autres, le manque de séries de données démographiques relativement précises, une connaissance insuffisante du rôle des variables démographiques dans les modèles de planification, une expérience limitée en matière d'intégration des variables démographiques dans les plans de développement et une connaissance insuffisante des relations entre les variables démographiques et les facteurs de développement.

74. Des changements significatifs survenus dans le domaine de la collecte de données démographiques, notamment en ce qui concerne les recensements de la population, ont permis de rassembler un important volume de données démographiques dans de nombreux pays. Bien qu'il faille encore réaliser des améliorations en rapport avec la qualité des données, on peut dire que la majorité des

---

<sup>39/</sup> W.I. Brass, "Population Data Needs for Development Planning", in S.H. Ominde et C.N. Ejiogu (éds) Population Growth and Economic Development in Africa (Londres: Heinemann, 1972), p. 346.

pays africains disposent désormais des principales séries de données démographiques nécessaires pour incorporer les projections démographiques dans les plans de développement futurs.

75. Toutefois, les modèles économiques et les méthodes de planification actuellement utilisés par les planificateurs africains ne peuvent permettre d'intégrer pleinement les variables démographiques dans les plans de développement. A titre d'exemple, l'interdépendance entre les variables démographiques et les facteurs de développement n'est guère prise en compte dans les méthodes de planification actuellement utilisées. Les variables démographiques ont presque toujours été analysées dans les plans de développement en Afrique du point de vue de conséquences de la taille de la population totale et parfois de l'effectif d'âge scolaire obligatoire et de la population d'âge actif eu égard à des facteurs de la croissance globale tels que le revenu total ou par habitant. Aussi devrait-on utiliser, dans la formulation des plans de développement en Afrique, des modèles économiques et démographiques qui permettent de tenir compte de façon satisfaisante de l'interdépendance entre les variables démographiques et les facteurs de développement.

76. A la lumière de ces conclusions, une approche systématique est proposée ci-après pour l'intégration des projections démographiques dans les plans et programmes de développement dans les pays africains.

77. La première phase de ce programme est un inventaire des données démographiques disponibles. L'objectif de cette opération est d'évaluer les insuffisances des données démographiques disponibles. La deuxième phase comprend l'élaboration d'un inventaire des types de données démographiques nécessaires pour la planification du développement social et économique. Ici, il faudrait accorder une attention particulière aux besoins en vue des projections nationales, subnationales et sectorielles. Cet exercice aidera à mettre en évidence les domaines où existent des lacunes et donc à rechercher des solutions pour y remédier.

78. La troisième phase consiste à évaluer les données nécessaires pour la recherche sur l'intégration des variables démographiques dans les plans et programmes de développement économique et social et à comprendre la relation entre ces variables et les facteurs de développement. Au cours de cette phase, on pourrait également effectuer des expériences sur, par exemple, l'élaboration de modèles économiques et démographiques simples.

79. En outre, pour promouvoir davantage l'intégration des projections démographiques dans la planification économique et social en Afrique, il est proposé :

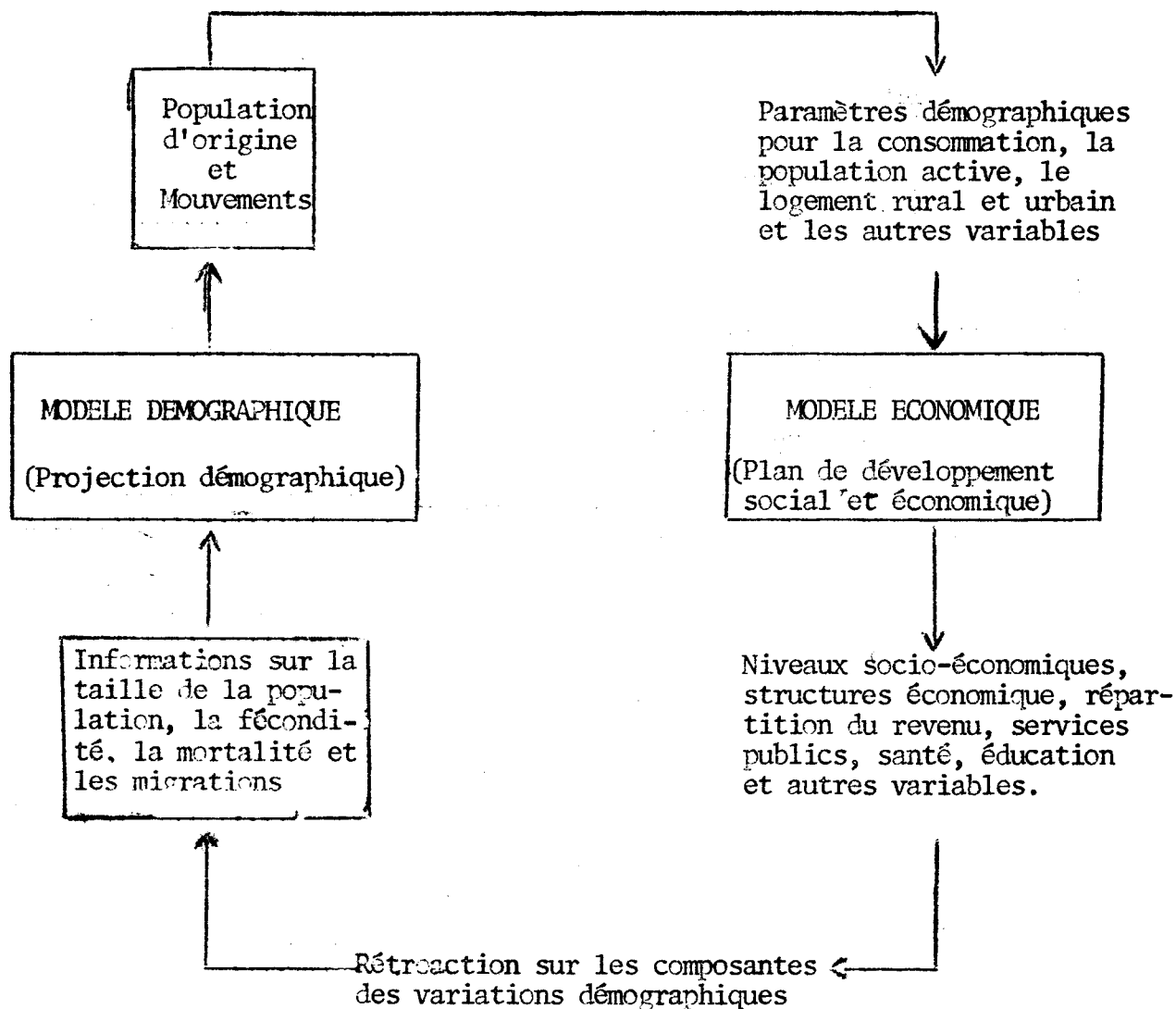
i) De renforcer la coordination entre les producteurs des données démographiques et les planificateurs, notamment au cours des recensements de la population et des enquêtes démographiques par sondage et dans l'élaboration des plans de développement;

ii) Aux bureaux de recensement en Afrique, de tout mettre en oeuvre pour réduire au minimum les retards souvent enregistrés dans le traitement et l'analyse des résultats des recensements. Cela permettra de disposer à temps des résultats du dernier recensement et de s'en servir dans l'élaboration des plans de développement en cours;

iii) Aux pays africains dans lesquels des sections de la démographie ou de la population n'ont pas encore été créées, de prendre des mesures appropriées pour en créer; lorsqu'elles existent déjà, il faudrait les renforcer. Il faudrait, en ce qui concerne les principales fonctions de ces institutions, accorder un haut degré de priorité à la coordination des études démographiques et à l'élaboration des projections démographiques;

iv) Aux pays africains enfin, d'utiliser davantage les nouvelles techniques de l'informatique, de la micro-informatique et des progiciels en matière de projections démographiques en vue de l'élaboration desdites projections.

Figure 1 : Relation entre les modèles démographiques et économiques dans la planification du développement



Adapté de Shorter, 1974

### QUELQUES REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Anker, R., et J.C. Knowles, Population Growth, Employment and Economic - Demographic Interactions in Kenya: BACHUE-Kenya, New York: St Martin's Press, 1983
- Brass, W.I., "Population Data Needs for Development Planning", in S.H. Ominde et C.N. Ejiogu (éds) Population Growth and Economic Development in Africa, Londres: Heinemann, 1972.
- Commission économique pour l'Afrique (CEA), "Types of Demographic and Social Statistics Required in Development Planning in Africa", document présenté à la réunion du groupe de travail sur les approches possibles de l'intégration des statistiques démographiques, sociales et économiques connexes dans la planification du développement en Afrique; Moscou, septembre 1987, WG.DSS/87.
- Commission économique pour l'Afrique (CEA), Rapport du séminaire régional de formation sur les estimations et projections démographiques en Afrique, Accra (Ghana), 15-29 juillet 1985, Volumes 1 et 2, RAF/84.
- Commission économique pour l'Afrique (CEA), "Intégration des variables et politiques démographiques aux plans de développement en Afrique", ECA/PC/WP/1985/12, septembre 1985.
- Commission économique pour l'Afrique (CEA), "The Demographic Content of African Development Plans", document présenté au séminaire sur l'application des données démographiques dans la planification; Moscou (URSS), 21 août au 4 septembre 1983 ECA/PD/2P/1983/10.
- Commission économique pour l'Afrique (CEA), "Rôle des variables démographiques dans la formulation des politiques et plans de développement", document présenté à la troisième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains tenue du 5 au 14 mars 1984; E/ECA/PSD.3/5.
- Ejiogu, C., "The Relevance and Uses of Census Data for Demographic Research and Development Planning in Africa"; document présenté à la Conférence internationale de l'UIESP, Florence, (Italie), 5-12 juin 1985.
- Kpedekpo, G.M.C., et P.L. Arya, Social and Economic Statistics for Africa; Londres: George Allen and Unwin, 1981.
- Stamper, B.M., Population et planification dans les pays en développement, New York : Conseil de la population, 1977.



Stamper, B.M., "Politiques démographiques dans la planification du développement" Rapport sur la population/planification de la famille N° 13 1973.

Organisation des Nations Unies, Population et modélisation du développement; actes de la réunion du groupe d'experts ONU/FNUAP sur la population et la modélisation du développement, Genève, 24-28 septembre 1979, New York :

Organisation des Nations Unies, Causes et conséquences de l'évolution démographiques Vol. 1, ST/SOA/SER.A/50, New York, 1973.

